

la prise en charge par la Sécurité Sociale de l'ensemble des frais médicaux et pharmaceutiques et des indemnités journalières, avec suppression du ticket modérateur pour les maladies de longue durée et la perspective de la gratuité total des soins.

« Cette évolution ne s'opère pas d'une manière rectiligne et les attaques contre la Sécurité Sociale pour limiter sa couverture et diminuer son autonomie se font toujours pressantes. » (C'est nous qui soulignons)

Ainsi, sur un fond d'« évolution générale » chaque jour meilleure pour la population (la première partie de cette brochure tente de montrer les limites de cette évolution), la S.S. est en but, depuis sa création, aux mesquineries de la bourgeoisie française. « Les attaques contre la S.S. se font toujours pressantes », et les Ordonnances ne sont qu'un avatar de plus.

Forteresse démocratique battue par les flots, la S.S. est pour le P.C.F. l'incarnation d'un souvenir — ô combien glorieux — : l'accession au poste de Ministre du travail d'un communiste.

Que cette conquête ouvrière soit d'abord dénaturée, puis intégrée, pour être enfin presque totalement brisée par les ordonnances de 1967 lui importe peu : il s'agit de montrer la mauvaise volonté de la bourgeoisie, au travers des tracasseries subies par la S.S., et de faire ainsi la démonstration que, dans les mêmes fauteuils, d'autres personnes feraient bien mieux.

Le gouvernement décrie les Ordonnances contre la Sécurité Sociale en raison du déficit de celle-ci. Le P.C.F. répond : « Le déficit est dû au Gouvernement, aux charges indues qu'il fait peser sur une « institution » en parfait état de marche.

1. Les charges indues

Cette analyse a le remarquable inconvénient de n'être plus exacte actuellement. Depuis fin 1967, en effet, le déficit de la S.S. ancienne formule avait dépassé le total des dites « charges indues ». Et ceci de façon bien naturelle, puisque la cause est STRUCTURELLE : l'augmentation du coût des soins.

Si le P.C.F. cache soigneusement cette réalité, c'est qu'il lui faut, afin de ne pas révéler le potentiel révolutionnaire de cette idée, masquer que le système d'économie capitaliste entraîne INEXORABLEMENT le Gouvernement à comprimer les dépenses de santé des travailleurs par rapports aux possibilités réelles d'un autre type d'économie.

Au lieu donc de montrer que c'est le système lui-même qui est en cause, qu'il faut *changer la société* pour obtenir une santé convenable, le P.C.F. en bon réformiste, préfère laisser croire qu'il s'agit d'un simple problème de ventilation budgétaire, d'un jeu d'écritures.

Admettons même que cela soit, en quoi le report sur le budget d'Etat des « charges indues » diminue-t-il leur caractère inflationniste ? Tant il est vrai que, si l'on raisonne dans *un seul* type d'économie, J.-J. Servan-Schreiber a alors raison de dire que les répartitions budgétaires sont peu « élastiques », un gouvernement « socialiste » se définissant avec... 1 à 2 % du produit national. Mais le P.C.F. préfère croire que, par mauvaise volonté (puisqu'il est réactionnaire), le pouvoir gaulliste refuse le jeu d'écritures qui assurerait miraculeusement la solution. Or, il est vrai qu'aucune « alternative » n'est possible *dans le cadre de*